

Initiatives ministérielles

M. Mills: Je vais vous donner un exemple très précis. Je l'ai déjà évoqué. Je suis absolument convaincu qu'il n'est pas bon de privatiser l'aéroport international Pearson. Non seulement cela, le nombre de personnes qui s'intéressent à l'affaire en fait presque un monopole. Nous ne pouvons pas faire cela avec un service public que les gens n'ont pas le choix d'utiliser ou non. Nous en avons besoin. Je m'inquiète de l'impact que cela aura sur les touristes arrivant dans notre pays.

• (1220)

J'ai déjà dit que les bénéficiaires de l'exploitation des aérogares I et II, qui, dit-on, ne sont pas utilisés à bon escient, se sont élevés à plus de 70 millions de dollars l'année dernière. Cumulés sur les dix prochaines années, cela représente un milliard de dollars qui entreraient auparavant dans les coffres de l'État. On pourrait acheter deux aérogares III pour un milliard de dollars et nous, les contribuables, le gouvernement du Canada, en serions propriétaires.

Que va-t-il se passer lorsque, tout d'un coup, certains des petits aéroports de ce pays auront besoin de nouveaux services, de nouvelles pistes d'atterrissage par exemple? Nous ne pourrions pas exiger quoi que ce soit, car l'objectif public est totalement différent de l'objectif privé. Dans le secteur privé, c'est un droit et une responsabilité absolus que de s'assurer que les actionnaires sont bien servis. Par contre, dans le domaine public, c'est la population du Canada qu'il faut servir.

Il nous appartient à tous, ici, qui sommes responsables, de décider de la meilleure façon de gérer financièrement les aéroports, depuis le coût des hamburgers jusqu'au repas au restaurant, au service de location de voiture, aux tarifs pour les autobus, aux hôtels, etc. . . Si c'est le secteur privé qui contrôle tout cela, qui déterminera ce qui est le mieux pour le public?

Ce qui m'inquiète au sujet de la vente de la Harbourfront Corporation, ce n'est pas la situation des entreprises mixtes ou les nombreux et excellents projets qui ont été réalisés à cet endroit. C'est que certaines de ces entreprises mixtes commencent actuellement à gagner de l'argent et, par conséquent, elles pourraient rembourser le contribuable de ses investissements; alors pourquoi les brader?

Si la province et la ville de Toronto refusaient d'en prendre possession et si la corporation devait aboutir entre les mains d'un entrepreneur privé, il n'est pas impossible qu'un même entrepreneur de ce pays contrôle notre plus grand aéroport international, Pearson, ainsi que notre Harbourfront Corporation. Vous ne pouvez

pas envisager sérieusement de laisser cela se produire dans une ville comme celle-là.

Si le secteur privé est convaincu qu'il peut gérer mieux que l'entreprise publique les aérogares 1, 2 et 3, donnons-leur un contrat de gestion lucratif, mais pas tous les avoirs. Chaque année, nous pourrions évaluer leur gestion. Nous pourrions avoir des encouragements financiers et des bonus mais nous n'avons pas besoin de donner tout ce que nous possédons dans Harbourfront. Nous n'avons pas besoin de tout donner au secteur privé pour qu'il puisse avoir ses caisses enregistrees privées.

Le gouvernement dit tout le temps: «Où allons-nous trouver l'argent pour construire l'aérogare 3?» Si l'entreprise privée peut trouver 450 millions en provenance de différents fonds de pension, payer un intérêt convenable et ensuite faire de l'argent, le gouvernement le peut aussi.

Il ne faut pas comparer ça au Dome Stadium ou à la Canadian National Exhibition à Toronto, où l'utilisation des installations est facultative. Nous devons utiliser nos aéroports. Nous devons utiliser Harbourfront et jamais, d'aucune façon, nous n'appuierons un gouvernement qui donne des choses comme celles-là.

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Madame la Présidente, j'aimerais exprimer ma gratitude et mes sincères remerciements à mon collègue qui a analysé pour moi et pour les habitants de ma circonscription et de Toronto les intentions du gouvernement. Depuis son arrivée au pouvoir, ce gouvernement a tout vendu, une chose après l'autre. Et maintenant, il veut tout donner.

Mon collègue, le député de Broadview—Greenwood, a parlé de l'aéroport. Je veux lui poser une question. Peut-il me dire, ainsi qu'aux autres députés de la Chambre, ce qu'il en pense et ce que, d'après lui, ce gouvernement cherche à faire? Quelle est d'après lui, la prochaine chose que veut vendre le gouvernement? Peut-il nous dire ce que ce gouvernement a l'intention de faire à propos de l'aéroport international de Toronto? Le gouvernement n'a certes pas l'intention de le dire.

M. Mills: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question. Je ne pourrais pas vraiment conjecturer sur ce que le gouvernement tentera de privatiser ensuite.

Je vois le ministre d'État chargé de l'Habitation de l'autre côté, et je sais à quel point son engagement envers la création de logements abordables est sincère. Je ne serais pas étonné si le gouvernement le laissait essayer d'obtenir un règlement de zonage sur le parterre de la colline du Parlement et tenter de privatiser la colline. Qu'on songe à quelques-uns des trésors dont le gouvernement voudrait se débarrasser.